

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser dix-huit semaines. Lorsque la suspension totale de l'exécution du contrat a atteint la durée maximale prévue, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail, avant qu'une nouvelle suspension totale ne puisse prendre cours.

Art. 4. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la notification visées à l'article 2 doivent mentionner la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prend cours, la date à laquelle cette suspension prend fin, et les dates auxquelles les ouvriers sont mis en chômage.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 26 janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 26 juillet 2009.

Art. 6. La Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 30 décembre 2001, *Moniteur belge* du 31 décembre 2001.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag achttien weken niet overschrijden. Wanneer de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst de voorziene maximumduur heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren, alvorens een nieuwe volledige schorsing kan ingaan.

Art. 4. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, vermeldt de in artikel 2 bedoelde kennisgeving de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst ingaat, de datum waarop deze schorsing een einde neemt en de data waarop de werklieden werkloos gesteld worden.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang op 26 januari 2009 en treedt buiten werking op 26 juli 2009.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 30 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1230

[C — 2009/29189]

13 MARS 2009. — Décret relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet*

Article 1^{er}. Le présent décret organise le soutien à des initiatives ponctuelles ou pérennes qui, par la valorisation de la transmission de la mémoire de certains événements notamment politiques et sociaux tragiques de l'histoire, favorisent, principalement auprès des jeunes générations, la réflexion critique, le développement d'une citoyenneté responsable et la promotion des valeurs démocratiques. Dans ce cadre, et sans préjudice d'autres initiatives visant à conserver la mémoire d'événements historiques qui interpellent la conscience collective, le décret a pour objet de :

1° développer la transmission de la mémoire des faits qualifiés de crimes de génocide, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre d'ampleur notable, ainsi que la transmission de la mémoire des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes;

2° perpétuer la mémoire liée aux faits visés au 1°, notamment par les témoignages;

3° faciliter et organiser l'accès aux ressources et à la documentation disponibles en Communauté française, qui favorisent notamment la compréhension de mécanismes et des facteurs historiques qui ont mené aux faits visés au 1°;

4° favoriser la découverte et la connaissance de la mémoire des lieux où se sont déroulés les faits visés au 1°;

5° stimuler des activités et des projets destinés au grand public, en particulier aux jeunes générations, en vue de transmettre la mémoire des faits visés au 1°.

Art. 2. Dans le cadre du présent décret, il faut entendre par :

— Crime contre l'humanité : les faits définis comme tels notamment par l'article 7 du Statut de Rome du 17 juillet 1998 sur la Cour pénale internationale, compte tenu des interprétations données par la pratique ou la jurisprudence internationales;

— Génocide : les faits définis comme tels par l'article II de la Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, compte tenu des interprétations données par la pratique ou la jurisprudence internationales;

— Crime de guerre : les faits définis comme tels notamment par les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, par le Protocole additionnel I du 8 juin 1977 additionnel à ces conventions et par l'article 8 du Statut de la Cour pénale internationale du 17 juillet 1998, compte tenu des interprétations données par la pratique ou la jurisprudence internationales.

CHAPITRE II. — *Du Conseil de la transmission de la mémoire*

Art. 3. Il est créé auprès du Gouvernement de la Communauté française un « Conseil de la transmission de la mémoire », ci-après dénommé « le Conseil ».

Art. 4. Le Conseil a pour mission notamment :

1° de remettre un avis au Gouvernement sur la reconnaissance ou le retrait de reconnaissance des Centres de ressources, visés à l'article 11, et des Centres labellisés visés à l'article 13;

2° de formuler un avis au Gouvernement sur les projets remis à la suite des appels à projets visés aux articles 15, 16 et 17;

3° de donner au Gouvernement, soit d'initiative, soit à sa demande, des avis sur toute question relative à l'objet du présent décret.

Art. 5. § 1^{er}. Le Conseil est composé de dix membres répartis comme suit :

1° trois docteurs en histoire appartenant au personnel d'une université belge francophone, ayant au moins le grade de chargé de cours;

2° deux docteurs en droit, spécialisés en droit international pénal ou en droit humanitaire, appartenant au personnel d'une université belge francophone, ayant au moins le grade de chargé de cours;

3° un docteur en philosophie, ou un docteur en sociologie, ou un docteur en sciences sociales, ou un docteur en psychologie, ou un docteur en médecine spécialisé en psychiatrie appartenant au personnel d'une université belge francophone, ayant au moins le grade de chargé de cours;

4° trois représentants de la société civile ayant prouvé leur compétence dans le domaine couvert par le présent décret;

5° un représentant du Carrefour régional et communautaire de la Citoyenneté et de la Démocratie.

§ 2. Les membres sont désignés par le Gouvernement pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne, suivant les mêmes procédures et conditions, un membre suppléant.

§ 3. Le Conseil désigne en son sein, pour un terme de cinq ans, un président et deux vice-présidents.

Les membres visés au § 1^{er}, 1°, 2° et 3° sont désignés sur proposition collégiale des recteurs des institutions universitaires belges francophones et après avis du Conseil interuniversitaire de la Communauté française.

Les membres visés au § 1^{er}, 4° sont désignés à la suite d'un appel à candidatures organisé par la cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie » visée au Chapitre 3.

Le membre visé au § 1^{er}, 5°, est désigné sur proposition du Carrefour régional et communautaire de la Citoyenneté et de la Démocratie.

§ 4. Tout membre qui cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat ou qui perd la qualité en vertu de laquelle il est désigné, est réputé démissionnaire.

Est également réputé démissionnaire tout membre qui, sans justification, est absent de plus de la moitié des réunions annuelles du Conseil. Il est remplacé par une personne désignée par le Gouvernement aux mêmes conditions que celles fixées au § 3, pour achever le mandat.

§ 5. La qualité de membre est incompatible avec celle de membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

§ 6. Des membres du Ministère de la Communauté française, dont au moins un représentant de la cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie », visée à l'article 10, désignés par le secrétaire général peuvent être associés aux travaux du Conseil. Ils ne participent pas au processus de décision.

§ 7. Le Conseil peut inviter des tiers pour l'éclairer dans ses travaux et réflexions.

§ 8. Le Gouvernement fixe un montant plafonné des frais de déplacement alloués aux membres du Conseil et, dans les limites des crédits disponibles, des personnes visées au § 7.

Art. 6. § 1^{er}. Le Conseil se réunit sur convocation du président. La convocation contient l'ordre du jour.

A défaut de président désigné conformément à l'article 5, § 3, notamment lors de l'installation de chaque Conseil nouvellement désigné, le Conseil est convoqué par la cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie », visée au Chapitre 3.

Le Conseil ne délibère valablement et ne prend de décisions qu'en présence de la majorité des membres.

Il prend ses avis au consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres présents.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, le président convoque dans les quinze jours ouvrables une nouvelle réunion.

§ 2. Le ou les membres du Conseil directement concernés ou qui exercent une fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel par rapport à toute délibération du Conseil ne peuvent prendre part aux délibérations.

§ 3. Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal joint à l'avis remis au Gouvernement. Ce procès-verbal peut contenir une note de minorité.

Art. 7. Le Conseil adopte, après approbation par le Gouvernement, un règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment :

- 1° la méthode de travail du Conseil;
- 2° le nombre minimal de réunions par année, qui ne peut être inférieur à un par trimestre;
- 3° les règles en matière de procuration; chaque membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Art. 8. Le secrétariat du Conseil est assuré par la cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie » visée au Chapitre 3.

Art. 9. Le Conseil établit chaque année un rapport d'activités comprenant notamment les éléments permettant une évaluation. Celui-ci est communiqué au Gouvernement et au Parlement.

CHAPITRE III. — *De la cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie »*

Art. 10. Dans le cadre du présent décret, la cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie », ci-après dénommée DOB, au sein du Ministère de la Communauté française a pour mission de :

- 1° coordonner et assurer le suivi des actions soutenues par la Communauté française dans le cadre du présent décret, notamment en favorisant l'échange d'informations et de pratiques et, le cas échéant, en les harmonisant;
- 2° assurer la mise en œuvre et le suivi des procédures de reconnaissance et de sélection visées aux articles 11, 13, 15, 16 et 17;
- 3° soutenir la sensibilisation, le suivi et l'accompagnement lors des visites des lieux de mémoire sélectionnés dans le cadre de l'article 16;
- 4° assurer la promotion et être le portail de l'information relative à l'objet du présent décret;
- 5° tenir un inventaire des actions soutenues par la Communauté française dans le cadre du présent décret;
- 6° assurer le secrétariat du Conseil.

CHAPITRE IV. — *Des « Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire »*

Art. 11. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement reconnaît, pour un terme de cinq ans, après avis du Conseil, au maximum trois « Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire », ci-après dénommés « Centres de ressources ».

Un opérateur reconnu en tant que Centre de ressources ne peut être reconnu en tant que Centre labellisé, tel que visé au Chapitre 5.

§ 2. Les Centres de ressources ont pour mission :

- 1° de regrouper des informations sur la mémoire des faits visés à l'article 1^{er}, 1°, à destination de toute personne intéressée;
- 2° de sensibiliser les citoyens à la transmission de la mémoire des faits visés à l'article 1^{er}, 1°;
- 3° d'appuyer et de proposer des initiatives pédagogiques en ce sens.

§ 3. Pour être reconnus, les Centres de ressources doivent répondre à l'ensemble des critères suivants :

- 1° être constitués en personne morale sans but lucratif;
- 2° développer leur action sur l'ensemble du territoire de la Région de langue française et de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° présenter des garanties en termes de qualité et de notoriété, reconnues par le Conseil;
- 4° avoir dans son objet social la transmission de la mémoire de faits qualifiés de génocide(s), de crime(s) contre l'humanité ou de crime(s) de guerre suscité(s) par des régimes qui ont provoqué un génocide ou un crime contre l'humanité;
- 5° couvrir, par leurs activités, les points 1°, à 5°, de l'article 1^{er} du présent décret;
- 6° être accessibles au public;
- 7° développer une approche dynamique de publics socialement et culturellement diversifiés;
- 8° organiser des activités de sensibilisation à caractère pédagogique;
- 9° faire état d'un programme annuel de sensibilisation active à destination d'un public large;
- 10° collaborer avec d'autres intervenants actifs dans la thématique relative à l'objet du présent décret, tel que défini par l'article 1^{er};
- 11° en termes de documentation : Soit publier des études, articles ou commentaires relatifs à l'objet du présent décret, sous forme de périodiques, de lettres d'information ou de revues. Le Gouvernement peut fixer un seuil minimum d'exemplaires et une périodicité minimum. Soit disposer d'un centre de documentation accessible au public comprenant des ouvrages inventoriés présentant un intérêt scientifique, pédagogique ou culturel;
- 12° disposer d'un personnel qualifié pour assurer les fonctions éducatives et d'animation.

§ 4. La reconnaissance est précédée d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française. L'appel à candidatures comprend les modalités de remise de candidature et un cahier des charges. Ce dernier est établi par DOB et est soumis à l'avis du Conseil et au Gouvernement pour approbation.

Les candidats remettent un dossier permettant à DOB de vérifier l'adéquation de leur candidature avec les critères visés au § 3. Seuls les dossiers répondant aux critères visés au § 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° sont recevables.

Les candidats dont les dossiers sont jugés recevables reçoivent la visite de DOB qui dresse un rapport sur la candidature au regard de l'ensemble des critères visés au § 3. Le Conseil se base sur ce rapport pour remettre un avis motivé de reconnaissance ou de non reconnaissance au Gouvernement qui prend la décision définitive. Le Conseil peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats et/ou DOB.

La procédure de reconnaissance, de renouvellement de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des Centres peut être précisée par le Gouvernement.

Art. 12. Dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel de 50.000 euros est consacré au financement de chaque Centre de ressources. Ce montant est indexé annuellement, dans la limite des crédits disponibles, et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

CHAPITRE V. — Des « Centres labellisés relatifs à la transmission de la mémoire »

Art. 13. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement reconnaît, pour un terme de deux ans, après avis du Conseil, des « Centres labellisés relatifs à la transmission de la mémoire », ci-après dénommés « Centres labellisés ».

§ 2. Les Centres labellisés ont pour mission :

- 1° de regrouper des informations relatives à l'objet du présent décret;
- 2° de sensibiliser les citoyens à l'objet du présent décret.

Un opérateur reconnu en tant que Centre labellisé ne peut être reconnu en tant que Centre de ressources.

§ 3. Pour être reconnus, les Centres labellisés doivent répondre à l'ensemble des critères suivants :

- 1° être constitués en personne morale sans but lucratif;
- 2° développer leur action sur le territoire de la Région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° présenter des garanties en termes de qualité et de notoriété reconnues par le Conseil;
- 4° avoir dans son objet social au moins la transmission de la mémoire d'un fait qualifié de génocide, de crime contre l'humanité ou de crime de guerre suscité par des régimes qui ont provoqué un génocide ou un crime contre l'humanité;
- 5° couvrir, par leurs activités, au moins un des points 1° à 5°, de l'article 1^{er};
- 6° être accessibles au public;
- 7° développer une approche dynamique de publics socialement et culturellement diversifiés;
- 8° justifier d'une expérience utile en matière de sensibilisation active à destination d'un public large;
- 9° collaborer avec d'autres intervenants actifs dans des actions relevant de la thématique relative à l'objet du présent décret, tel que défini par l'article 1^{er}.

Outre les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, les Centres labellisés doivent répondre à l'un des critères suivants :

- 1° organiser des activités à caractère pédagogique;
- 2° publier des études, articles ou commentaires relatifs à l'objet du présent décret, sous forme de périodiques, lettres d'information ou revues. Le Gouvernement peut fixer un seuil minimum d'exemplaires et une périodicité minimum;
- 3° disposer d'un centre de documentation accessible au public comprenant des ouvrages inventoriés présentant un intérêt scientifique, pédagogique ou culturel;
- 4° disposer d'un personnel qualifié pour assurer les fonctions éducatives et d'animation.

§ 4 La reconnaissance est précédée d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française. L'appel à candidatures comprend les modalités de remise de candidature et un cahier des charges. Ce dernier est établi par DOB et est soumis à l'avis du Conseil et au Gouvernement pour approbation.

Les candidats remettent un dossier permettant à DOB de vérifier l'adéquation de leur candidature avec les critères visés au § 3. Seuls les dossiers répondant aux critères visés au § 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° sont recevables.

Les candidats dont les dossiers sont jugés recevables reçoivent la visite de DOB qui dresse un rapport sur la candidature au regard de l'ensemble des critères visés au § 3. Le Conseil se base sur ce rapport pour remettre un avis motivé de reconnaissance ou de non reconnaissance au Gouvernement qui prend la décision définitive. Le Conseil peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats et/ou DOB.

La procédure de reconnaissance, de renouvellement de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des Centres peut être précisée par le Gouvernement.

Art. 14. Dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel minimal de 5.000 euros est consacré au financement de chaque Centre labellisé. Ce montant est indexé annuellement, dans la limite des crédits disponibles, et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

CHAPITRE VI. — *Des appels à projets – Recueil de témoignages, visites de lieux de mémoire et activités*

Art. 15. § 1^{er}. Sur proposition du Conseil, le Gouvernement lance chaque année un appel à projets visant à recueillir, à valoriser, à exploiter ou à préserver des témoignages en lien avec l'objet du présent décret.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, la procédure d'appel à projets et les critères qui doivent permettre notamment :

1° de répondre à l'objet du présent décret, avec un souci de développement de la tolérance, du respect et de la citoyenneté;

2° de garantir la qualité et la valeur des témoignages;

3° de garantir la diversité des faits abordés;

4° de garantir la diversité des publics ciblés;

5° de garantir que l'exploitation du témoignage se fera dans le cadre d'un projet pédagogique.

Seules les candidatures remises par des personnes morales sans but lucratif ou par des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française sont recevables.

L'organisation de l'appel à projets et le suivi des projets sélectionnés sont assurés par DOB. Les appels à projets et le cahier des charges sont publiés au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française.

Le Gouvernement désigne les projets sélectionnés sur avis du Conseil.

Le Ministre-Président et le Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire déterminent, après avis du Conseil, le montant alloué à chaque projet sélectionné.

§ 2. Une copie des témoignages réalisés en application du § 1^{er} est transmise à DOB. Cette dernière constitue une collection de témoignages et en assure l'accès au public.

§ 3. Pour autant que la somme des montants alloués aux projets sélectionnés par le Conseil atteigne 60.000 euros et dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel minimal de 60.000 euros est consacré au financement des projets visant au recueil de témoignages.

Art. 16. § 1^{er}. Sur proposition du Conseil, le Gouvernement lance chaque année un appel à projets visant à organiser des visites de lieux de mémoire et des séminaires à destination des enseignants, en lien avec l'objet du présent décret.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, la procédure d'appel à projets et les critères qui doivent permettre notamment :

1° de répondre à l'objet du présent décret, avec un souci de développement de la tolérance, du respect et de la citoyenneté;

2° de garantir la diversité des publics ciblés;

3° de garantir qu'une préparation préalable à la visite, qu'une réflexion interactive durant la visite et qu'une exploitation après la visite seront effectuées.

Seules les candidatures remises par des personnes morales sans but lucratif ou par des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française sont recevables.

L'organisation de l'appel à projets et le suivi des projets sélectionnés sont assurés par DOB. Les appels à projets et le cahier des charges sont publiés au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française.

Le Gouvernement désigne les projets sélectionnés sur avis du Conseil.

Le Ministre-Président et le Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire déterminent, après avis du Conseil, le montant alloué à chaque projet sélectionné.

§ 2. Pour autant que la somme des montants alloués aux projets sélectionnés par le Conseil atteigne 60.000 euros et dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel minimal de 60.000 euros est consacré aux projets visant au financement partiel des frais de voyage relatifs aux projets de visite des lieux de mémoire et de séminaires à destination des enseignants.

Art. 17. § 1^{er}. Sur proposition du Conseil, le Gouvernement peut lancer chaque année un appel à projets en lien avec l'objet du présent décret, à l'exclusion des projets visés aux articles 15 et 16.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, la procédure d'appel à projets et les critères de sélection. Ces derniers doivent permettre notamment :

1° de répondre à l'objet du présent décret, avec un souci de développement de la tolérance, du respect et de la citoyenneté;

2° de garantir la diversité des publics ciblés;

3° de vérifier l'intérêt pédagogique de l'activité.

Seules les candidatures remises par des personnes morales sans but lucratif ou par des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française sont recevables.

L'organisation de l'appel à projets et le suivi des projets sélectionnés sont assurés par DOB. Les appels à projets et le cahier des charges sont publiés au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française.

Le Gouvernement désigne les projets sélectionnés sur avis du Conseil.

Le Ministre-Président et le Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire déterminent, après avis du Conseil, le montant alloué à chaque projet sélectionné.

§ 2. Pour autant que la somme des montants alloués aux projets sélectionnés par le Conseil atteigne 30.000 euros et dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel minimal de 30.000 euros est consacré au financement des projets sélectionnés.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 18. Les subventions visées aux articles 11, 13, 15, 16 et 17, ne sont octroyées sur la base du présent décret que si les opérateurs et projets ne bénéficient pas d'autres subventions octroyées pour la même mission ou pour la même action, soit par la Communauté française, soit par d'autres pouvoirs publics.

Art. 19. Les associations, projets, acteurs intervenant dans le cadre du présent décret, notamment en vertu des articles 11, 13, 15, 16 et 17, doivent respecter les principes d'égalité et de non-discrimination tels que visés notamment par les articles 10 et 11 de la Constitution, par les lois du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations.

Art. 20. Le Conseil procède à l'évaluation de l'application du présent décret. L'évaluation a lieu pour la première fois au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent décret et, ensuite, tous les deux ans.

Le rapport d'évaluation est communiqué au Gouvernement et au Parlement dans les six mois de l'échéance de la période visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Chr. DUPONT

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—————
Note

(1) *Session 2008-2009*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 652-1. — Amendements de commission, n° 652-2. — Rapport, n° 652-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 10 mars 2009.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1230

[C - 2009/29189]

13 MAART 2009. — **Decreet betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt** (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Doel*

Artikel 1. Dit decreet regelt de steun aan eenmalige of langdurige initiatieven die, door de aanmoediging van de overdracht van de herinnering aan bepaalde tragische, inzonderheid politieke en sociale, gebeurtenissen uit de geschiedenis, vooral de jongere generaties aanzetten tot kritisch nadenken, tot het ontwikkelen van verantwoordelijk burgerschap en tot bevorderen van democratische waarden. In dit kader en zonder afbreuk te doen aan andere initiatieven die tot doel hebben de herinnering levendig te houden aan historische gebeurtenissen die het collectief bewustzijn beroeren, heeft dit decreet tot doel :

1° het stimuleren van de overdracht van de herinnering aan feiten die omschreven worden als genocide, misdaden tegen de menselijkheid of oorlogsmisdaden van aanzienlijke omvang, alsook van de herinnering aan verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt;

2° het levendig houden van de herinnering aan de in 1° bedoelde feiten, vooral door middel van getuigenissen;

3° het vergemakkelijken en regelen van de toegang tot de in de Franse Gemeenschap beschikbare bronnen en documentatie, die het inzonderheid mogelijk maken om de mechanismen en historische factoren die tot de in 1° bedoelde feiten hebben geleid, beter te begrijpen;

4° het bevorderen van de ontdekking en de kennis van de herdenkingsplaatsen waar de in 1° bedoelde feiten zich hebben afgespeeld;

5° het stimuleren van activiteiten en projecten bestemd voor het grote publiek, inzonderheid voor de jongere generaties, met het oog op de overdracht van de herinnering aan de in 1° bedoelde feiten.

Art. 2. In het kader van dit decreet, wordt verstaan onder :

Misdaad tegen de menselijkheid : de feiten die inzonderheid als dusdanig worden omschreven door artikel 7 van het Statuut van Rome van 17 juli 1998 inzake het Internationaal Strafgerechtshof, rekening houdend met de interpretaties ingegeven door de internationale praktijk of de internationale rechtspraak;

Genocide : de feiten die als dusdanig worden omschreven door artikel II van het Verdrag van 9 december 1948 inzake de voorkoming en de bestraffing van genocide, rekening houdend met de interpretaties ingegeven door de internationale praktijk of de internationale rechtspraak;

Oorlogsmisdaden : de feiten die inzonderheid als dusdanig worden omschreven door de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 inzake de bescherming van de oorlogsslachtoffers, door het Aanvullend Protocol I van 8 juni 1977 bij die verdragen en door artikel 8 van het Statuut van het Internationaal Strafgerechtshof van 17 juli 1998, rekening houdend met de interpretaties ingegeven door de internationale praktijk of de internationale rechtspraak.

HOOFDSTUK II. — Raad voor de overdracht van de herinnering

Art. 3. Bij de Regering van de Franse Gemeenschap wordt een « Raad voor de overdracht van de herinnering » opgericht, hierna « de Raad » genoemd.

Art. 4. De Raad heeft inzonderheid als opdracht :

1° een advies aan de Regering uit te brengen over de erkenning of de intrekking van de erkenning van de bronnen centra, bedoeld in artikel 11, en van de gelabelde centra, bedoeld in artikel 13;

2° een advies aan de Regering te geven over de projecten die worden ingediend na de oproep tot projecten bedoeld in de artikelen 15, 16 en 17;

3° aan de Regering, ofwel op eigen initiatief, ofwel op haar aanvraag, adviezen uit te brengen over alle vraagstukken in verband met het doel van dit decreet.

Art. 5. § 1. De Raad is samengesteld uit tien leden, verdeeld als volgt :

1° drie doctoren in de geschiedenis die tot een Franstalige Belgische universiteit behoren en met ten minste de graad van docent bekleed zijn;

2° twee doctoren in de rechten, gespecialiseerd in het internationaal strafrecht of in het humanitair recht, behorend tot het personeel van een Franstalige Belgische universiteit, die met ten minste de graad van docent bekleed zijn;

3° een doctor in de psychologie, of een doctor in de sociologie, of een doctor in de sociale wetenschappen, of een doctor in de psychologie, of een doctor in de geneeskunde, gespecialiseerd in de psychiatrie, behorend tot het personeel van een Franstalige Belgische universiteit, die met ten minste de graad van docent bekleed zijn;

4° drie vertegenwoordigers van de burgerlijke samenleving die hebben bewezen dat ze bevoegd zijn in het domein waarop dit decreet betrekking heeft;

5° een vertegenwoordiger van het « Carrefour régional et communautaire de la Citoyenneté et de la Démocratie ».

§ 2. De leden worden door de Regering aangesteld voor een termijn van vijf jaar, één keer hernieuwbaar.

Voor ieder werkend lid, stelt de Regering, volgens dezelfde procedures en voorwaarden, een plaatsvervangend lid aan.

§ 3. De Raad stelt uit zijn leden, voor een termijn van vijf jaar, een voorzitter en twee ondervoorzitters aan.

De leden bedoeld in § 1, 1°, 2° en 3° worden aangesteld op de collegiale voordracht van de rectoren van de Franstalige Belgische universitaire instellingen en na advies van de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap.

De leden bedoeld in § 1, 4°, worden aangesteld na een oproep tot kandidaten georganiseerd door de cel voor pedagogische coördinatie « Démocratie ou barbarie » bedoeld in hoofdstuk 3.

Het lid bedoeld in § 1, 5°, wordt aangesteld op voordracht van het « Carrefour régional et communautaire de la Citoyenneté et de la Démocratie ».

§ 4. Ieder lid dat ophoudt zijn ambt uit te oefenen of dat de hoedanigheid verliest krachtens welke het aangewezen werd, wordt als ontslagnemend geacht.

Als ontslagnemend wordt eveneens geacht, ieder lid dat, zonder geldige rechtvaardiging, op meer dan de helft van de jaarlijkse vergaderingen van de Raad afwezig is. Het wordt vervangen door een persoon die door de Regering wordt aangesteld onder dezelfde voorwaarden als deze die in § 3 vastgesteld zijn, om het mandaat te voleindigen.

§ 5. De hoedanigheid van lid is onverenigbaar met die van lid van een instelling of een vereniging die de democratische beginselen niet meer in acht neemt zoals die vermeld zijn in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

§ 6. Leden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, onder wie ten minste één vertegenwoordiger van de cel voor pedagogische coördinatie « Démocratie ou barbarie », bedoeld in artikel 10, door de secretaris-generaal aangewezen, kunnen worden uitgenodigd om aan de werkzaamheden van de Raad deel te nemen. Ze nemen geen deel aan de besluitvorming.

§ 7. De Raad kan derden uitnodigen om hem ophelderingen te verschaffen bij de uitoefening van zijn opdracht.

§ 8. De Regering stelt een maximumbedrag vast van de reiskosten die worden toegekend aan de leden van de Raad en, binnen de perken van de beschikbare kredieten, van de personen bedoeld in § 7.

Art. 6. § 1. De Raad wordt door de voorzitter bijeengeroepen. De oproepingsbrief vermeldt de agenda.

Als geen voorzitter aangewezen is overeenkomstig artikel 5, § 3, inzonderheid bij de installatie van elke nieuw aangewezen Raad, wordt de Raad bijeengeroepen door de cel voor pedagogische coördinatie « Démocratie ou barbarie », bedoeld in hoofdstuk 3.

De Raad beraadslaagt en beslist pas geldig als de meerderheid van de leden aanwezig is.

Hij neemt zijn beslissingen bij consensus of, zo niet, bij de tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

Als het quorum niet bereikt is, roept de voorzitter een nieuwe vergadering binnen de veertien dagen bijeen.

§ 2. De leden van de Raad die rechtstreeks betrokken zijn of die een ambt uitoefenen waardoor een persoonlijk of functioneel belangenconflict kan ontstaan bij elke beraadslaging van de Raad, mogen de beraadslagingen niet bijwonen.

§ 3. Na elke vergadering worden notulen opgemaakt, die bij het aan de Regering voorgelegde advies worden gevoegd. Die notulen kunnen een minderheidsnota omvatten.

Art. 7. Na goedkeuring door de Regering, neemt de Raad een huishoudelijk reglement aan, dat inzonderheid de volgende elementen vaststelt :

- 1° de werkwijze van de Raad;
- 2° het minimumaantal vergaderingen per jaar, waarbij dit aantal niet lager dan één per trimester mag zijn;
- 3° de regels inzake volmacht; ieder lid kan alleen houder zijn van één enkele volmacht.

Art. 8. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door de cel voor pedagogische coördinatie « Démocratie ou barbarie » bedoeld in hoofdstuk 3.

Art. 9. De Raad maakt elk jaar een activiteitenverslag op dat inzonderheid de elementen bevat die een evaluatie mogelijk maken. Dit verslag wordt aan de Regering en aan het Parlement meegedeeld.

HOOFDSTUK III. — *Cel voor pedagogische coördinatie « Démocratie ou barbarie »*

Art. 10. In het kader van dit decreet heeft de cel voor pedagogische coördinatie « Démocratie ou barbarie », hierna « DOB » genoemd, als opdracht :

1° het opvolgen van de acties die door de Franse Gemeenschap in het kader van dit decreet worden ondersteund te coördineren en waar te nemen, inzonderheid door de uitwisseling van informatie en praktijken te bevorderen en, in voorkomend geval, door die te harmoniseren;

2° te zorgen voor het inzetten en het opvolgen van de procedures voor de erkenning en de selectie bedoeld in de artikelen 11, 13, 15, 16 en 17;

3° de sensibilisatie, de omkadering en de begeleiding te ondersteunen naar aanleiding van bezoeken op gedachtenisplaatsen geselecteerd in het kader van artikel 16;

4° te zorgen voor de bevordering van de informatie in verband met het doel van dit decreet en het portaal van die informatie te zijn;

5° een inventaris bij te houden van de acties die door de Franse Gemeenschap in het kader van dit decreet worden ondersteund;

6° het secretariaat van de Raad waar te nemen.

HOOFDSTUK IV. — *Bronnencentra voor de overdracht van de herinnering*

Art. 11. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, erkent de Regering, voor een termijn van vijf jaar, na advies van de Raad, hoogstens drie « Bronnencentra voor de overdracht van de herinnering », hierna « Bronnencentra » genoemd.

Een centrum dat als bronnencentrum wordt erkend, kan niet als gelabeld centrum zoals bedoeld in hoofdstuk 5 worden erkend.

§ 2. De bronnencentra hebben als opdracht :

1° inlichtingen in te zamelen over de herinnering aan de feiten bedoeld in artikel 1, 1°, voor elke betrokken persoon;

2° de burgers te sensibiliseren voor de overdracht van de herinnering aan de feiten bedoeld in artikel 1, 1°;

3° pedagogische initiatieven in die zin te ondersteunen en voor te stellen.

§ 3. Om erkend te worden, moeten de bronnencentra voldoen aan alle volgende criteria :

1° als rechtspersoon zonder winstoogmerk opgericht zijn;

2° optreden op het gehele grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° waarborgen inzake kwaliteit en bekendheid, erkend door de raad, voorstellen;

4° als maatschappelijk doel hebben : de overdracht van de herinnering aan de feiten die worden omschreven als genocide, misdada tegen de menselijkheid of oorlogsmisdada, aangemoedigd door regimes die een genocide of een misdada tegen de menselijkheid hebben veroorzaakt;

5° de activiteiten bedoeld in de punten 1° tot 5° van artikel 1 van dit decreet uitvoeren;

6° toegankelijk zijn voor het publiek;

7° sociaal en cultureel gediversifieerde doelgroepen dynamisch bereiken;

8° sensibilisatieactiviteiten met een pedagogisch karakter organiseren;

9° een jaarprogramma voor actieve sensibilisatie met bestemming van een breed publiek opmaken en uitvoeren;

10° medewerken met andere personen die werkzaam zijn bij de behandeling van de thema's in verband met het doel van dit decreet, zoals bepaald in artikel 1;

11° op het gebied van documentatie : ofwel studies, artikelen of commentaren betreffende het doel van dit decreet publiceren in de vorm van tijdschriften of informatiebrieven. De Regering kan een minimumaantal exemplaren en een minimumperiodiciteit vaststellen. Ofwel beschikken over een documentatiecentrum, toegankelijk voor het publiek, dat geïnventariseerde werken bevat die van wetenschappelijk, pedagogisch of cultureel belang zijn;

12° over een geschoold personeel beschikken om de opvoedings- en animatieambten uit te oefenen.

§ 4. Aan de erkenning gaat een oproep tot kandidaturen vooraf die wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de internetsite van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De oproep tot kandidaturen vermeldt de nadere regels voor de indiening van de kandidatuur en een lijst van de te vervullen voorwaarden. Deze wordt door DOB opgemaakt en wordt aan de Raad voor advies en aan de Regering voor goedkeuring voorgelegd.

De kandidaten leggen een dossier voor waarmee DOB kan nakijken of hun kandidatuur beantwoordt aan de criteria bedoeld in § 3. Alleen de dossiers die beantwoorden aan de criteria bedoeld in § 3, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° en 6° zijn ontvankelijk.

De kandidaten wier dossiers als ontvankelijk worden beschouwd, krijgen het bezoek van DOB, die een verslag over de kandidatuur opmaakt gelet op alle criteria bedoeld in § 3. De Raad baseert zich op dat verslag om een met redenen omkleed advies over het al dan niet toekennen van de erkenning uit te brengen aan de Regering, die de definitieve beslissing neemt. De Raad kan, als hij dit nuttig acht, de kandidaten en/of DOB horen.

De procedure voor de erkenning, voor de hernieuwing van de erkenning, voor de vroegtijdige beëindiging van de erkenning en voor de schorsing of de afschaffing van de financiering van de centra kan door de Regering worden bepaald.

Art. 12. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt een jaarbedrag van 50.000 euro bestemd voor de financiering van elk bronnencentrum. Dat bedrag wordt jaarlijks geïndficeerd, binnen de perken van de beschikbare kredieten, en gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijs van de maand december van het voorafgaande jaar.

HOOFDSTUK V. — *Gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering*

Art. 13. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, erkent de Regering, voor een termijn van twee jaar, na advies van de Raad, « gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering », hierna « gelabelde centra » genoemd.

§ 2. De gelabelde centra hebben als opdracht :

1° inlichtingen in te zamelen betreffende het doel van dit decreet;

2° de burgers voor het doel van dit decreet te sensibiliseren.

Een centrum dat als gelabeld centrum wordt erkend, kan niet als bronnencentrum worden erkend.

§ 3. Om erkend te worden, moeten de gelabelde centra beantwoorden aan alle volgende criteria :

1° als rechtspersoon zonder winstoogmerk opgericht zijn;

2° optreden op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° waarborgen inzake kwaliteit en bekendheid, erkend door de Raad, voorstellen;

4° als maatschappelijk doel ten minste de overdracht van de herinnering aan de feiten die worden omschreven als genocide, misdad tegen de menselijkheid of oorlogsmisdad, aangemoedigd door regimes die een genocide of een misdad tegen de menselijkheid hebben veroorzaakt, hebben;

5° de activiteiten bedoeld in de punten 1° tot 5° van artikel 1 van dit decreet uitvoeren;

6° toegankelijk zijn voor het publiek;

7° sociaal en cultureel gediversifieerde doelgroepen dynamisch bereiken;

8° het bewijs leveren van een nuttige ervaring inzake actieve sensibilisatie met bestemming van een breed publiek;

9° medewerken met andere personen die werkzaam zijn bij de behandeling van de thema's in verband met het doel van dit decreet, zoals bepaald in artikel 1.

Naast de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, moeten de gelabelde centra beantwoorden aan één van de volgende criteria :

1° activiteiten met een pedagogisch karakter organiseren;

2° studies, artikelen of commentaren betreffende het doel van dit decreet publiceren in de vorm van tijdschriften of informatiebrieven. De Regering kan een minimumaantal ffixemplaren en een minimumperiodiciteit vaststellen;

3° beschikken over een documentatiecentrum, toegankelijk voor het publiek, dat geïnventariseerde werken bevat die van wetenschappelijk, pedagogisch of cultureel belang zijn;

4° over een geschoold personeel beschikken om de opvoedings- en animatieambten uit te oefenen.

§ 4. Aan de erkenning gaat een oproep tot kandidaturen vooraf die wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de internetsite van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De oproep tot kandidaturen vermeldt de nadere regels voor de indiening van de kandidatuur en een lijst van de te vervullen voorwaarden. Deze wordt door DOB opgemaakt en wordt aan de Raad voor advies en aan de Regering voor goedkeuring voorgelegd.

De kandidaten leggen een dossier voor waarmee DOB kan nakijken of hun kandidatuur beantwoordt aan de criteria bedoeld in § 3. Alleen de dossiers die beantwoorden aan de criteria bedoeld in § 3, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° en 6° zijn ontvankelijk.

De kandidaten wier dossiers als ontvankelijk worden beschouwd, krijgen het bezoek van DOB, die een verslag over de kandidatuur opmaakt gelet op alle criteria bedoeld in § 3. De Raad baseert zich op dat verslag om een met redenen omkleed advies over het al dan niet toekennen van de erkenning uit te brengen aan de Regering, die de definitieve beslissing neemt. De Raad kan, als hij dit nuttig acht, de kandidaten en/of DOB horen.

De procedure voor de erkenning, voor de hernieuwing van de erkenning, voor de vroegtijdige beëindiging van de erkenning en voor de schorsing of de afschaffing van de financiering van de centra kan door de Regering worden bepaald.

Art. 14. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt een jaarbedrag van 5.000 euro bestemd voor de financiering van elk gelabeld centrum. Dat bedrag wordt jaarlijks geïndficeerd, binnen de perken van de beschikbare kredieten, en gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijs van de maand december van het voorafgaande jaar.

HOOFDSTUK VI. — *Oproep tot projecten. — Inzameling van getuigenissen, bezoek aan gedachtenisplaatsen en activiteiten*

Art. 15. § 1. Op de voordracht van de Raad, doet de Regering elk jaar een oproep tot projecten, met als doel getuigenissen in verband met het doel van dit decreet in te zamelen, naar voren te brengen, te gebruiken of te bewaren.

Na advies van de Raad, stelt de Regering de procedure voor de oproep tot projecten en de criteria vast die het inzonderheid mogelijk moeten maken om :

1° aan het doel van dit decreet te beantwoorden, met de zorg voor de ontwikkeling van verdraagzaamheid, respect en burgerschap;

2° de kwaliteit en de waarde van de getuigenissen te waarborgen;

3° de verscheidenheid van de besproken feiten te waarborgen;

4° de verscheidenheid van de doelgroepen te waarborgen;

5° te waarborgen dat het gebruik van de getuigenis in het kader van een pedagogisch project zal geschieden.

Alleen de kandidaturen die worden ingediend door rechtspersonen zonder winstoogmerk of door schoolinrichtingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, zijn ontvankelijk.

De organisatie van de oproepen tot projecten en het opvolgen van de geselecteerde projecten worden door DOB waargenomen. De oproepen tot projecten en de lijst van de te vervullen voorwaarden worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de internetsite van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De Regering duidt de projecten aan die op advies van de Raad worden geselecteerd.

De Minister-President en de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs bepalen, na advies van de Raad, het bedrag dat voor elk geselecteerd project wordt toegekend.

§ 2. Een afschrift van de getuigenissen opgenomen met toepassing van § 1 wordt aan DOB overgezonden. Deze cel zamelt getuigenissen in en zorgt voor de toegang van het publiek ertoe.

§ 3. Voor zover de som van de bedragen die worden toegekend aan de projecten die door de Raad worden geselecteerd 60.000 euro bedraagt, en binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt een minimaal jaarbedrag van 60.000 euro bestemd voor de financiering van projecten voor de inzameling van getuigenissen.

Art. 16. § 1. Op de voordracht van de Raad, doet de Regering elk jaar een oproep tot projecten voor de organisatie van het bezoek aan gedachtenisplaatsen en van seminaries bestemd voor leerkrachten, in verband met het doel van dit decreet.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de procedure voor de oproep tot projecten en de criteria vast die het inzonderheid mogelijk moeten maken om :

1° te beantwoorden aan het doel van dit decreet, met de zorg om verdraagzaamheid, respect en burgerschap;

2° de verscheidenheid van de doelgroepen te waarborgen;

3° te waarborgen dat een voorbereiding tot het bezoek, een interactieve reflectie gedurende het bezoek en het nuttige gebruik van de ingewonnen informatie na het bezoek zullen geschieden.

Alleen kandidaturen die worden ingediend door rechtspersonen zonder winstoogmerk of door schoolinrichtingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, zijn ontvankelijk.

De organisatie van de oproepen tot projecten en het opvolgen van de geselecteerde projecten worden door DOB waargenomen. De oproepen tot projecten en de lijst van de te vervullen voorwaarden worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de internetsite van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De Regering duidt de projecten aan die op advies van de Raad worden geselecteerd.

De Minister-President en de Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs bepalen, na advies van de Raad, het bedrag dat voor elk geselecteerd project wordt toegekend.

§ 2. Voor zover de som van de bedragen die worden toegekend aan de projecten die door de Raad worden geselecteerd 60.000 euro bedraagt, en binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt een minimaal jaarbedrag van 60.000 euro bestemd voor de financiering van projecten voor de gedeeltelijke financiering van de reiskosten betreffende de projecten voor de organisatie van het bezoek aan de gedachtenisplaatsen en van seminaries ten behoeve van de leerkrachten.

Art. 17. § 1. Op de voordracht van de Raad, doet de Regering elk jaar een oproep tot projecten in verband met het doel van dit decreet, met uitsluiting van de projecten bedoeld in de artikelen 15 en 16.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de procedure voor de oproep tot projecten en de criteria vast die het inzonderheid mogelijk moeten maken om :

1° te beantwoorden aan het doel van dit decreet, met de zorg om verdraagzaamheid, respect en burgerschap;

2° de verscheidenheid van de doelgroepen te waarborgen;

3° het pedagogisch belang van de activiteit na te kijken.

Alleen kandidaturen die worden ingediend door rechtspersonen zonder winstoogmerk of door schoolinrichtingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, zijn ontvankelijk.

De organisatie van de oproepen tot projecten en het opvolgen van de geselecteerde projecten worden door DOB waargenomen. De oproepen tot projecten en de lijst van de te vervullen voorwaarden worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de internetsite van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De Regering duidt de projecten aan die op advies van de Raad worden geselecteerd.

De Minister-President en de Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs bepalen, na advies van de Raad, het bedrag dat voor elk geselecteerd project wordt toegekend.

§ 2. Voor zover de som van de bedragen die worden toegekend aan de projecten die door de Raad worden geselecteerd 30.000 euro bedraagt, en binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt een minimaal jaarbedrag van 30.000 euro bestemd voor de financiering van de geselecteerde projecten.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 18. De in de artikelen 11, 13, 15, 16 en 17 bedoelde subsidies worden op grond van dit decreet alleen toegekend als de actoren en de projecten geen andere subsidies genieten die voor dezelfde opdracht of voor dezelfde actie ofwel door de Franse Gemeenschap ofwel door een andere overheid worden toegekend.

Art. 19. De verenigingen, projecten, actoren die in het kader van dit decreet optreden, inzonderheid krachtens de artikelen 11, 13, 15, 16 en 17, moeten de beginselen naleven inzake gelijkheid en niet-discriminatie zoals inzonderheid bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in de wetten van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme offixenofobie ingegeven daden en van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding en bij het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.

Art. 20. De Raad zorgt voor de evaluatie van de toepassing van dit decreet. De evaluatie vindt plaats voor de eerste keer drie jaar na de inwerkingtreding van dit decreet en, vervolgens, om de twee jaar.

Het evaluatieverslag wordt aan de Regering en aan het Parlement meegedeeld binnen de zes maanden van de vervaltermijn van de periode bedoeld in het eerste lid.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 maart 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 652-1. — Commissieamendement, nr. 652-2. — Verslag, nr. 652-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 maart 2009.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1231

[2009/201452]

12 MARS 2009. — **Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de Gestion et de Participations, en abrégé "SOGÉPA"**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6 et 9;

Vu le décret du 6 mai 1999 modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement;

Vu les statuts coordonnés de la « SOGÉPA », modifiés par l'arrêté du 17 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve les modifications ci-après aux statuts de la « SOGÉPA » :

— à l'article 12 : au premier alinéa, les mots "domiciliés en Région wallonne" sont supprimés;

— à l'article 13 : les deuxième et troisième alinéas sont modifiés comme suit :

"Ils exercent au sein de la société des fonctions permanentes et à temps plein, dans le cadre d'un contrat de travail d'employé. Ils sont désignés par le Conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement wallon en qualité de président, premier vice-président et vice-présidents du Comité de direction.